

THOMAS LEFEBVRE ET
LE FIEF KOUESANOUSKEK

Honorius Provost, ptre.
archiviste
Seminare de Quebec

(English translation by
Shirley P. Barrett)

THOMAS LEFEBVRE ET LE NIEF KOUESANOUSKEK

Thomas Lefebvre était tonnelier de son métier, quand il épousa à Québec, en septembre 1669, Geneviève Pelletier, veuve de Vincent Verdon. Il eut d'elle au moins douze enfants. Les Jugements et Délibérations du Conseil Souverain nous révèlent qu'il affronta souvent de sérieuses difficultés financières et que, au mois d'août 1692, il avait déjà la fonction d'interprète officiel pour les sauvages abénaquis. Le fait qu'après son mariage il avait résidé à la mission indienne de Sillery près de Québec, y ayant fait baptiser ses deux premiers enfants, en 1670 et 1672, pouvait avoir quelque chose à voir avec sa compétence linguistique. Il avait d'ailleurs de l'instruction et signait très bien son nom.

C'est à titre d'interprète et de traiteur aussi, qu'il partit pour l'Acadie, associé à un nommé Joseph Moreau, de Batiscan, après avoir passé solidairement avec lui une obligation de 2,163 livres⁽¹⁾ en faveur de Louis Chambalon, marchand, le 18 octobre 1698 (Greffé du notaire Charles Rageot, Archives judiciaires de Québec.) C'était le coût des marchandises de traite et des provisions qui leur étaient fournies à crédit. Le 20 décembre suivant, Thomas Lefebvre fils et un nommé Louis Durant allaient rejoindre les deux premiers traiteurs. La date tardive de ces deux départs indique qu'ils ont eu lieu non par mer, mais à travers les terres, en empruntant les routes des indiens et les portages entre les rivières Chaudière et Penobscot.

Les traiteurs revinrent par le même chemin avec des pelleteries, à l'automne de 1699, et s'arrêtèrent chez un nommé Demers, sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent. Les Jugements et Délibérations du Conseil Souverain (volume 6, page 560) rapportent ensuite

que Thomas Lefebvre, s'étant rendu à Québec," à cause de quelques faux rapports faits contre lui, il fut mis prisonnier; pendant lequel temps le dit Moreau, d'accord pour lors avec l'édit Chambalon lui laissa enlever toutes les dites pelleteries, qui étaient plus que suffisantes pour le payer; et que le dit Lefebvre s'étant justifié et ayant été mis hors de prison, il sollicita fortement le dit Chambalon", pour régler leurs comptes, mais n'y put réussir. Thomas Lefebvre repartit cependant pour l'Acadie, au moins dès le printemps de 1701, sinon dès l'automne précédent, et probablement encore avec Thomas son fils. Car il est absent au contrat de mariage de sa fille Anne avec Pierre Maillou, le 8 juin 1701⁽³⁾ (greffe du notaire Guillaume Roger, Archives judiciaires de Québec), et l'on justifie son absence précisément par le fait qu'il est en voyage; son fils Thomas n'y figure pas non plus. Autres preuves, s'il en fallait: on signale une lettre écrite par le traiteur à Louis Chambalon, de la rivière Penobscot, le 5 juin 1701; et, le 12 avril 1702, c'est sa femme, Geneviève Pelletier qui, munie d'une procuration de son mari et toujours solidairement avec l'associé Moreau, renouvelle l'obligation envers Chambalon, pour un solde de compte de 1,019 livres⁽⁴⁾ (Jugements et Délibérations.... vol. 6 pages 560 ss.).

Ce voyage, entrepris sur ordre du Gouverneur et de l'Intendant conduisit Thomas Lefebvre au service de Jacques-François de Brouillon, nouveau gouverneur de l'Acadie. Un interprète abénaquis était fort précieux en cette période où, malgré la paix officielle, les frictions avec les Anglais de Boston étaient violentes et continuelles. Des historiens américains les ont appelées: "the French Indian Wars". En 1702, des barques de pêche acadiennes ayant été enlevées par un corsaire bostonnais, de Brouillon envoya Thomas Lefebvre par voie de terre, au mois de septembre, pour réclamer les prisonniers et tâcher de savoir à Boston

quels préparatifs s'y faisaient contre l'Acadie et le Canada.

Nous trouvons l'écho et les résultats de cette mission consignés plusieurs mois après, dans une lettre d'Hector de Callières et de François de Beauharnois, respectivement gouverneur et intendant de la Nouvelle-France, au Ministre des Colonies, à Paris, le 25 avril 1703⁽⁵⁾ (Collection de Manuscrits....relatifs à la Nouvelle-France, volume II, Québec, 1884, pages 602 s.): "Le nommé Lefebvre, disent-ils, est arrivé depuis quelque temps de l'Acadie, qui nous dit avoir été envoyé à Boston au mois de septembre dernier de la part du Sieur de Brouillan pour négocier le retour des bâtiments et des prisonniers.... à quoi il n'a pas réussi, le gouverneur (Joseph Dudley) s'étant raillé de la proposition que le sieur de Brouillan lui faisait de lui en rendre autant, lorsqu'il en aurait pris sur eux... Le même Lefebvre dit avoir été renfermé pendant son séjour à Boston, pour lui ôter la connaissance de ce qui s'y passait, mais que cependant il a trouvé moyen de savoir par un de ses amis qu'ils sont dans le dessein de venir attaquer Québec cet été avec des forces de la vieille Angleterre..."

Lefebvre dut revenir à Québec de bien bonne heure au printemps de 1703, puisqu'il est présent au contrat de mariage de Claire-Françoise, sa fille, avec Antoine Lecompte, le 17 mars⁽⁶⁾ (greffe du notaire François Genaple, Archives judiciaires de Québec); il s'y fait qualifier pompeusement: "seigneur de Koessan8skek, interprète pour le Roi de la langue abénaquise". Thomas Lefebvre fils est aussi présent à ce contrat.

Mais qu'est-ce donc que cette nouvelle affaire de Kouesanouskek. Thomas Lefebvre a dû se prévaloir de ses services et de ses infortunes et s'est fait promettre par le Gouverneur et l'Intendant une seigneurie en Acadie, continentale. En fait, ce n'est que le 7 mai 1703 qu'est remise la concession écrite du "lieu appelé Kouesanouskek (les Anglais écrivirent plus tard: Wessaweske^g), contenant deux lieus de front le

long de la mer et trois lieues de profondeur dans les terres dudit lieu, à commencer du côté du nord à la pointe appelée Meniekek et continuer en remontant au sud-ouest du côté de la rivière Saint-Georges, avec les îles, îlets et battures adjacentes", à titre de fief et seigneurie (appelée aussi par la suite Grands Champs ou Pentagoët), avec droit de chasse, pêche et traite avec les sauvages ⁽¹⁾ (Inventaire des concessions en fief et seigneurie... Beauceville, 1928, vol. 4, page 178).

Pour aider le lecteur à localiser aujourd'hui cette lointaine seigneurie française, disons qu'elle était située sur la côte de l'état du Maine, à l'extrémité sud-ouest de la baie de Penobscot. L'extrême pointe, en forme de péninsule, qui devait s'appeler alors Meniekek, est dénommé maintenant Owl's Head, en face de Rockland. Un village des environs s'appelle Thomaston. C'est une pure coïncidence; mais on n'aurait pu mieux choisir, car ce nom s'applique aussi bien au premier seigneur de l'endroit, Thomas Lefebvre. Et la rivière Wessæskeag, qui servait d'axe à cette ancienne seigneurie a même été nommée "Le Faver's River", sur une carte de Cyprian Southack ⁽²⁾ (Atlantic Coast, Londres, vers 1738).

Déjà à l'automne de 1701, le baron Vincent de Saint-Castin, établi à Pentagoët, partant pour la France, se proposait de demander une concession sur la "rivière de la Pointe aux Hêtres", avec le dessein d'y établir une pêche de morue et d'y faire demeurer des sauvages ⁽³⁾ (Collection de manuscrits... relatifs à la Nouvelle-France, vol. II, Québec, 1884, page 386). Thomas Lefebvre, en obtenant une concession dans les mêmes quartiers, devait se proposer des objectifs équivalents.

Kouesanouskek était alors une position avancée et vulnérable. Après le traité de Riswick, en 1697, les négociateurs avaient convenu en principe de fixer la limite entre l'Acadie continentale et la Nouvelle Angleterre "à la rivière de Saint-George, située presque à distance égale du Kinibequi (Kennebec) et de Pentagoët. Ce qui fut confirmé en 1700

par M. de Vilieu, de la part du Roi Très-Chrétien, et par M. Soudric, de la part de Sa Majesté Britannique", (Charlevoix, Histoire de la Nouvelle-France, tome III, page 349).

En accordant là une concession à Thomas Lefebvre, les autorités de la colonie songeaient sans doute à y constituer un rendez-vous pour les sauvages abénaquis et une barrière ultime à l'avance toujours menaçante d'un ennemi voisin, la Nouvelle-Angleterre. La présence du baron de Saint-Castin un peu plus au nord, à Pentagoët, était déjà considérée comme une sauvegarde de l'alliance franco-abénaquise et de l'allégeance française de ce territoire.

L'été de 1703 s'écoula toutefois sans voir se réaliser le projet d'invasion anglaise découvert par Thomas Lefebvre à Boston. Les Français conservèrent même l'offensive en harcelant les Anglais, tant sur mer que sur terre. Voyant les Abénaquis se relâcher un peu de leur agressivité, le nouveau gouverneur de Vaudreuil envoya pareillement de Québec un détachement de sauvages domiciliés et quelques canadiens, sous les ordres d'Alexandre Leneuf de Beaubassin. Les indiens aimaient la petite guerre de pillage et de massacre et ils y excellaient, sous les ordres de chefs canadiens en mesure de les discipliner. Thomas Lefebvre, retourné dès lors en Acadie, se joignit-il à cette expédition, à laquelle participèrent des Malécites, c'est-à-dire des sauvages des environs de la Penobscot? La chose est possible, mais incertaine. Les gouverneurs de Port-Royal et de Québec ont rapporté chacun pour leur part les résultats de ces déprédations qui se déroulèrent depuis Casco jusqu'à Wells et préludèrent à l'attaque encore plus sanglante du 29 février 1704, à Deerfield, sur la rivière Connecticut. "Il est mis, est-il rapporté, pendant plusieurs jours à feu et à sang la campagne des Anglais, ... ravagé plus de quinze lieues de pays et pris ou tué plus de trois cents personnes" (Collection de Mss, pages 405-406).

De pareilles sauvageries mirent le comble à la colère des Anglais et les stimulèrent à des représailles immédiates. Incapables de rejoindre les vrais responsables, ils se rabattirent sur les colons de l'Acadie. On rapporte que le vieux colonel Benjamin Church, âgé de 65 ans, soulevé d'indignation, fit 70 milles à cheval pour offrir ses services au gouverneur Joseph Dudley. Ce dernier, effectivement, lui confia la direction d'une expédition navale, le 4 mai 1704, avec ordre de rava-ger toute la côte, jusqu'à Port Royal, et de ramener autant de prisonniers qu'il pourrait. La flottille se composait de trois frégates, 14 petits transports et 36 baleinières, pour les descentes. Le commandant devait faire rapport de ses opérations au moins toutes les semaines au gouverneur de Boston, et c'est pour cette raison que les historiens de la Nouvelle-Angleterre nous fournissent des détails sur le sort échu à Thomas Lefebvre, en cette occurrence.⁽¹⁾ (cf. Thomas Church, The history of Philip's War... also of the French and Indian Wars, Exeter, N.H., 1843, pages 256 et suivantes).

Le 15 de mai, les transports de troupes s'en allèrent mouiller à couvert de l'île Montserrat⁴⁵, une vingtaine de milles au large de la baie de Penobscot et, le lendemain matin, deux chaloupes s'en détachèrent, pour un premier raid sur la côte. En route, à peu près à mi-chemin, se trouvait l'île Verte (Green Island), que les chaloupes cernèrent des deux côtés, afin que rien ne leur échappât. C'est alors qu'il aperçurent "le vieux Lefebvre", avec ses deux fils, Thomas et Timothée, et un sauvage du Canada.

Ils étaient sur le rivage de l'île, chassant les canards et ramassant leurs oeufs; ils en avaient déjà une ample quantité. Se voyant découverts, ils lâchèrent tout, et se sauvèrent vers la terre ferme, dans leurs deux canots, poursuivis par les chaloupes anglaises qui gagnaient rapidement sur eux. Pour accélérer leur fuite, ils se joignirent tous les quatre ~~dans~~ dans le même canot. Mais ce fut peine perdue. Car, venu

à portée de fusil, un des capitaines anglais tira sur l'indien, à l'arrière, et lui écorcha la tête, annulant son rendement d'avironneur. Les trois Lefebvre, à cette vue, ne tardèrent pas à se rendre.

Les deux Capitaines de chaloupes amenèrent les captifs au colonel Church sur l'île Montinière⁵⁰⁶ et on les mit à la question séparément, l'un après l'autre. Le père Lefebvre, revêche et fuyant, ne voulut rien révéler. Ce que voyant, pour intimider ses fils, le colonel commanda aux sauvages sous ses ordres une mise en scène de torture à leur manière. Attachés séparément chacun à ^{un} solide poteau, ils furent menacés d'être brûlés vifs. Interrogé le premier, Timothée, prévenu que son père avait déjà parlé, déclara tout ce qu'il prétendait savoir. Mais son frère Thomas en savait davantage et confessa qu'il avait reçu une commission du gouverneur Vaudreuil pour diriger, avec d'autres canadiens, un parti d'indiens dans une incursion sur les Anglais, vers l'ouest. Il avait reçu la garde des vituailles et des munitions pour cette expédition. Il consentit à conduire les envahisseurs à l'endroit de leur cachette et, par la suite, à les guider, avec son frère et un nommé Dion vers toutes les habitations de français ou d'indiens sises depuis la rivière Penobscot en remontant, jusqu'à Passamaquoddy. Ce fut un pillage systématique; il y eut plusieurs victimes et plusieurs autres prisonniers capturés.

Après avoir essayé vainement de réduire Port-Royal, capitale de l'Acadie, le colonel Church compléta son oeuvre de carnage en saccageant ce qu'il put des établissements agricoles de la région, jusqu'au fond de la baie de Fundy, et retourna à Boston avec ses prisonniers, vers la fin de juillet. Son but principal était atteint: représailles contre la Nouvelle France, par le pillage, le massacre et la capture de nombreux otages.

Les trois Lefebvre étaient de ce nombre, malgré la complaisance avec laquelle les deux fils, traîtres à leur patrie, avaient

servi les déprédateurs, en leur livrant des provisions de guerre et en les guidant dans leurs opérations. S'agit-il d'eux, dans un livre d'Emma Lewis Coleman⁽¹²⁾ (New England Captives carried to Canada.... 2 volumes, Portland, Maine, 1926, vol. 1, page 93), où nous pouvons lire: "He was La Fever, and one of a similar name was a spy"? Il y a tout lieu de croire que ce sont là nos hommes.

L'expédition de Church était à peine rentrée à Boston que le gouverneur Dudley entamait avec le gouverneur de Vaudreuil, à Québec, des négociations pour l'échange des prisonniers. Dans une lettre du 21 août 1704, et c'était la deuxième sur le sujet il se vantait de ses avantages et de sa conduite envers ses prisonniers⁽¹⁴⁾ (Collection..... page 425): "J'en ai le double du nombre des vôtres en ma possession, auxquels je donne tous les jours de la viande fraîche et fort bon logement, et j'ai raison d'attendre le même traitement pour les sujets de Sa Majesté qui sont dans vos mains. Je fis l'année dernière un échange avec le Sieur Brouillan (gouverneur à Port-Royal). Je suis content de faire le même échange avec vous"... Dans une autre lettre du 20 décembre, il dira: "J'ai en mains environ 150 prisonniers, outre ceux que j'ai envoyés en Europe de leur bon gré"⁽¹⁵⁾ (Ibidem, page 427).

Le premier échange de prisonniers ne put s'effectuer qu'au printemps de 1706; mais tout porte à croire que les Lefebvre n'y étaient pas encore compris. La première preuve est une affirmation de Thomas Lefebvre père lui-même, quand, plusieurs années après, il prétendra, à sa défense, avoir été "fait prisonnier par les anglais qui le gardèrent deux ans et demy"⁽¹⁶⁾ (Jugements et Délibérations du Conseil Souverain, volume 6, page 560). Comme sa capture datait de mai 1704, sa libération n'aurait donc eu lieu qu'en automne 1706.

Une lettre de Vaudreuil à Dudley, du 2 juin 1704, nous achemine vers la même conclusion: " J'apprends aussi que vous traitez avec la même rigueur le nommé La Fenoe et l'on peut dire encore pire, puisque ses enfants n'ont pu encore avoir la liberté de la voir... Si je n'étais persuadé, monsieur, qu'à l'arrivée du vaisseau, vous élargirez les sieurs Baptiste et La Fenoe, j'aurais fait mettre deux de vos prisonniers en prison".⁽¹⁷⁾ À Boston comme à Québec, les prisonniers de guerre n'étaient donc pas, en général, sous les verrous. Et Vaudreuil continue: "Comme la marie que je vous envoie, viendra directement de Boston ici, je vous prie de me renvoyer les prisonniers que avez du Canada et qui sont de ce pays, savoir le sieur Gourdeau et sa famille, les nommés Dion et Pierrottièrre et le Fenoe avec ses enfants".

Le même gouverneur, dans une lettre au Ministre des Colonies, du 3 novembre 1706, nous apprend que l'échange des prisonniers est terminé, " le sieur Dudley ayant envoyé tout ce qu'il avait de Français à Port Royal, excepté le sieur Guion^(sic?), qui s'est mis au service des Anglais et qui ne veut point revenir en ce pays" ⁽¹⁸⁾. Le navire la Marie est revenu à Québec accompagné d'un brigantin anglais, sur lequel Vaudreuil et l'intendant vont restituer le reste des prisonniers anglais qui voudront être repatriés.

Qui nous identifiera avec certitude ce nom étrange: La Fenoe, étrange au point que l'éditeur a senti le besoin de lui adjoindre le "(sic)" conventionnel? Comme nous nous en rapportons à une collection de documents copiés à Boston, sur des copies faites à Paris par un américain, nous pouvons allouer une certaine marge d'erreur dans la lecture et la transcription d'un nom propre de famille, surtout d'une épellation un peu

17. Collection..... p ges 453 à 455.

18. Ibidem. page 462.

spéciale. Des La Fenoe ou Le Fenoe, il n'y en a nulle trace à Québec, dans nos registres, nos recensements, nos répertoires, nos dictionnaires généalogiques. Et pourtant, il s'agit bien d'un québécois, Vaudreuil l'affirme, d'un des rares québécois enmenés captifs à Boston, détenu là avec ses enfants et relâché en dernier lieu à l'automne de 1706. Est-ce que tout cela ne concorde pas assez pour nous faire présumer qu'il s'agit tout simplement de Thomas Lefebvre, notre interprète abénaquis?

D'ailleurs, nous en venons à une quasi-certitude, à la lecture d'une autre lettre de Vaudreuil au Ministre, du 4 novembre, même année 1706, lettre qui nous paraît plus fidèle dans sa transcription et où l'auteur, revenant au gouverneur Dudley, écrit: " Il m'envoie tout ce qu'il a de prisonniers fran'ais de l'Acadie comme d'ici, comme aussi les nommés Baptiste et Le Feobvre"(sic)...(19)

A Québec le retour de Thomas Lefebvre était attendu avec impatience non seulement par sa famille, sans nul doute, mais aussi par son gros créancier, Louis Chambalon. Malgré l'emprisonnement de Lefebvre la femme était déjà harcelée par Chambalon devant le Conseil Souverain de Québec, les 22 février et 29 mars 1706.(20) Les poursuites reprendront de plus belle en 1711, après le décès de l'associé solidaire Joseph Moreau, mort ruiné et insolvable, et se termineront par un jugement du 20 février 1713,(21) contre Lefebvre et sa femme. Celle-ci y verra même son douaire saisi en justice. Mais c'est probablement tout ce que le vieux couple ^{encore} avait à perdre, étant réduit déjà à vivre aux dépens de ~~leurs~~ ^{ses} enfants.

Thomas Lefebvre et son fils du même nom étaient revenus à Québec depuis quelque temps, sans doute, lorsque le fils s'y maria, le 7 mars 1707 (22). Au recensement de la ville, en 1717, le fils figure

19. Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1958-59, p.16

20. Jurements et Délibérations, volume 5, pp. 248 et 292

21. Ibidem. volume 6, pages 560-67

22. Contrat Au greffe de Frs Genable.

--

avec le métier de son père, tonnelier. Quant à son frère Timothée, que nous avons vu pareillement en Acadie, il ne figure pas au recensement, ni dans les mariages, ni dans les sépultures à Québec; mais il a pu s'établir à la campagne, à moins qu'il ait préféré ne pas se montrer et rester à Boston ou en Acadie, ayant trop parlé, lors de sa capture par les Anglais. Les vieilles archives de Boston pourraient aider à donner une réponse précise. La compilation publiée par Emma Lewis Coleman en 1926, relate que, lors des pourparlers entre les gouverneurs de Boston et de Québec, certains prisonniers français ne tenaient pas à retourner. Un autre ne tenait qu'à faire une visite aux siens, à Québec: c'était un nommé "La Fever"... (23)

Revenu à Québec et sous prétexte que son titre de concession de Kouesanouskek avait été perdu, lorsque "tous les batiments qu'il avait sur ladite terre furent brûlés et tous ses meubles pillés". lors de l'incursion anglaise, Thomas Lefebvre redemanda et obtint, le 4 mai 1707, pour lui-même et ses trois fils: Pierre, Thomas et Gabriel, une nouvelle concession pour "les dites deux lieues de front sur trois lieues de profondeur, à commencer à la pointe Meniquet, courant au sud-ouest jusqu'à la Rivière St. George". La concession, cette fois, reçut une confirmation royale, le 20 mai 1708⁽²⁴⁾. On notera à nouveau l'absence de Timothée Lefebvre dans cet arrangement de famille; elle est significative. De plus, la part de seigneurie destinée expressément à Pierre Lefebvre, à titre d'aîné, était le premier tiers du nord-est, à la pointe de Meniquet; d'où l'on pourrait conclure que c'était la meilleure part pour l'exploitation et celle-là même, où avaient été les installations primitives de son père, brûlées par les Anglais.

23. New England Captives carried to Canada... 2 volumes, Portland, Maine, 1926.

24. Archives de la Province de Québec, Cahier d'intendance no 2, concessions en fiefs, fol. 660-662.

quelles étaient ces installations? Le temps est bien venu de nous le demander. A défaut d'inventaire ou d'autre document descriptif, nous en sommes réduits aux données de la tradition et à celles de la présomption pure et simple.

La tradition locale surtout est actuellement mise à contribution. Et c'est une correspondance amorcée avec nous par Mae Samuel J. Pease, de la Mussel Ridge Historical Society, dont le siège est à Owl'sHead, Maine, qui a provoqué nos recherches et la rédaction de la présente notice sur Thomas Lefebvre. Il serait question, en effet, de noyer un bassin naturel que forme l'estuaire de la rivière Nessaweskeag en reconstruisant un très ancien pouvoir d'eau activé par les marées, et les archéologues s'émeuvent à bon droit, avant que le vieux site de moulin ne soit bouleversé à tout jamais.

Mme Pease, conseillée par M. Charles Bradford, surintendant des Sites Historiques du Maine, s'appuie sur l'opinion de M. Wendell Badlock, curateur du musée William A. Farnsworth et archéologue de Bagaduce (Castine). Et cette opinion actuelle rejoint le témoignage d'un ancien citoyen de South Thomaston, nommé Asa Combs, qui, à l'âge de 80 ans, écrivait ces lignes en 1876:

"I remember more than 70 years ago when it had a double saw-mill and capacious flood gates opening through the dam, which were opened by the flood tide, pouring into a large mill-pond. The water at that time flowed almost up to the old Marsh Road, which was built in 1802. The old mills I have just described were the second on the old dam site above the bridge and were ~~burned~~ turned in the Fall of 1804. The first set, which I never beheld, were began anterior to 1700-perhaps 4 or 5 years earlier than even that date and went into operation soon after".

Si l'on ajoute que Asa Combs, né en 1796, appartenait à une famille établie là depuis 1735 environ, c'est un témoignage impressionnant, bien qu'il soit unique et ne soit pas corroboré.

pour ce qui est de la première existence d'un moulin à l'endroit concerné.

Une carte marine de 1780, dans l'Atlantic Neptune, de J.F.W. Des Barres, indique très bien sur un retrécissement de la rivière Messamiskong, des constructions et ce qui semble être une roue de moulin. Mais, pour remonter plus loin encore dans le passé, nous avons mis les intéressés sur la piste de deux autres cartes, signalées en 1700 et en 1748. On finira peut-être par trouver des preuves explicites.

Comme il y eut un vide prolongé entre la destruction des établissements français en 1704 et les premiers établissements de colons de la Nouvelle Angleterre, la question est de décider entre la période française et la période anglaise, pour ce qui est du premier moulin. Si nous raisonnons dans les termes d'Asa Coombs, rapportés plus haut, le premier moulin, "the first set", qui brûla à l'automne de 1804, ne pouvait avoir été érigé que par les colons anglais et pour une communauté d'habitants déjà assez populeuse pour produire et dépenser des récoltes de grains considérables. Ou bien, s'il s'agissait d'un moulin à scie, il fallait pareillement répondre à une demande assez forte de bois de construction. Personne, en général, n'aurait commencé à construire un moulin avant d'avoir ou bien une quantité de grains à moudre ou bien une quantité de constructions à édifier.

Or, l'occupation agricole de la côte, de Owl's Head à la rivière Saint-Georges exclusivement, semble encore insignifiante en 1780, d'après les cartes de Des Barres, elle ne peut pas avoir été bien forte avant le milieu du siècle, ni même avant 1760. Car la possession de ce territoire était encore discutée et soumise à l'étude d'une Commission franco-britannique, quand éclata la guerre de Sept Ans. Le Fort Saint-Georges lui-même fut bien érigé en 1719; mais l'agglomération de Thomaston à laquelle il donna naissance ne devient permanente qu'en 1763 avec un nommé Mason Wheaton.

En 1724, le 29 octobre, le gouverneur Philippe Rigaud de Vaudreuil écrivait à William Dummer, lieutenant-gouverneur du Massachusetts: "Dont you know that St Georges River was in 1700 by Order of the two Crowns markt as the bounds of the English and French lands?... the injustice you have committed against the French to build as you have done and without leave a Fort on the Land of one Lefevre... Dont you know now that Sd Lefevre had an habitation at Mousanouskact, that your Sloops and ours did pay a Duty to him as to the proprietor of that Land every time they came to anchor there".⁽²⁵⁾ Cette citation, incidemment, nous laisse supposer que l'habitation de Lefevre devait être au bord de la mer, à un endroit propice pour l'ancrage des navires, pour la pêche et le commerce, comme dans la baie de Owl's Head, appelée aujourd'hui Rockland Port.

En 1724, s'engageait précisément un nouveau conflit sanglant en Nouvelle Angleterre, qu'on a appelé Dummer's War et dont l'enjeu était les terres des Abénaquis, de plus en plus envahies ou convoitées par la colonisation. Même soutenus par les Français, les sauvages durent finalement en venir à composition et signèrent, en 1727, un traité de paix demeuré célèbre, qui marqua la fin de leur négoce.

Pendant cette dernière guerre et malgré le peu d'espoir qu'elle pouvait entretenir de conserver son domaine contesté de Mousanouskek, la famille Lefevre posa encore un double acte juridique, qui était à la fois une affirmation de droit et une formalité du régime seigneurial. Ce fut l'acte de foi et hommage, présenté à l'intendant Michel Bégon, à

25. Lettre dont nous n'avons qu'une traduction, reproduite en Appendice dans James Poirney Baxter, New France in New England, Albany, 1894, pp. 341 à 346.

Québec, le 15 mai 1725, et l'aveu et dénombrement déposé le 20 du même mois, pour le fief de Nouesanouskek. (26)

Dans le second acte, nous pourrions espérer de trouver une description de la propriété et des installations anciennes ou de leurs restaurations. Or, nous ne lisons que ceci: "Sur lequel fief il n'y a plus d'autres établissements que ceux que les Anglais y ont faits depuis la guerre qu'ils ont contre les Abénaquis, pour raison de leur terre dont le dit fief fait la borne de séparation des terres Anglaises d'avec celles des dits Abénaquis".

Malgré les traditions locales, d'ailleurs faibles et vagues, à moins d'autres preuves convaincantes, nous préférons donc formuler une présomption plutôt conservatrice. Découvrira-t-on un jour que, dès le 17ième siècle, à la faveur de la paix avec les Abénaquis, et les Français, des colons entrepreneurs de la Plymouth Company auraient développé cette région jusqu'au point de construire un moulin sur la rivière Wessaweskeag? Nous applaudirons à cette découverte. Mieux encore, pour lui préparer la voie, nous apporterons un témoignage d'une éloquence irrécusable, celui de l'intendant Jean Talon, dans une lettre au Ministre, le 11 novembre 1671. Au retour du Sieur de Saint-Lusson, envoyé par lui en reconnaissance à Pentagoët, Talon écrit (27): "Je doute qu'il puisse aller en France, où je serais bien aise qu'il passât, pour avoir l'honneur de vous informer lui-même de ce qu'il a vu dans les Rivières Pemcûit (Saint-Georges) et Kinnibiki (Kennebec), toutes deux couvertes

26. Archives de la Province de Québec, Fois et Hommages, régime français, cahier no 2, p⁴. 152; Aveux et dénombrements, régime français, cahier no 1, fol. 238.

27. Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1930-1931, correspondance de Talon, page 165.

de belles habitations anglaises bien bâties et dans de belles plaines".

Mais, pour ce qui est de Thomas Lefebvre, son séjour dans la région, de 1698 à 1704, fut trop bref, trop inconstant et trop précaire, pour lui permettre de songer même à construire un moulin. Si l'on considère qu'en 1701, d'après un recensement, le poste plus ancien et bien fortifié de Pentagoët (aujourd'hui Castine), ne comptait au plus que 25 personnes, il est incroyable qu'un poste voisin, de moindre proportion, se soit payé le luxe d'un moulin.

Il ne faut pas nous laisser éblouir par le titre de seigneurie. Bien des seigneuries de la Nouvelle France ont débuté sinon terminé leur histoire comme seigneuries de la jungle et de la sauvagerie. Leur rôle peu civilisateur et leurs établissements des plus primitifs nous ont été décrits par un historien très compétent de l'ancienne Acadie, Edme Rameau de Saint-Père.

"D'autres habitants se cantonnaient dans des postes où ils apportaient un petit dépôt de marchandises européennes et de dentées, et là, pendant une grande partie de l'hiver, tenaient un commerce ouvert avec tous ceux qui leur apportaient des pelleteries. Ces postes étaient généralement établis dans les seigneuries concédées sur toutes les côtes de l'Acadie, et qui, pour la plupart, n'avaient point d'autre objet que d'établir un monopole local pour la traite des fourrures et la pêche sur la côte. Les uns étaient tenus par les titulaires eux-mêmes,.... les autres étaient exploités par des habitants de Port-Royal qui étaient commissionnés par les titulaires....

"Ces postes de traite variaient beaucoup d'importance: les uns étaient qualifiés forts, et présentaient en effet une sorte de magasin en bois, armé et palissadé; telles étaient... les seigneuries de Pentagouët, de Jemsek, de Chedebouctou, de la Hève, qui étaient réellement des points fortifiés.

"Beaucoup d'autres n'étaient que de véritables cabanes temporaires, où le principal commerce se faisait, malgré les régle-
ments, au moyen de l'eau-de-vie que l'on débitait aux Indiens. Ces cabanes situées au milieu des bois, hors de toute espèce de surveillance, et la plupart du temps inconnues, étaient, comme le disent plusieurs fois les gouverneurs, des cabarets sauvages, extrêmement funestes aux indigènes et même aux colons, bien que plusieurs d'entre eux parvissent à y réaliser de jolis profits". (28)

Existe-t-il sur la région de Kouesanouskek, d'autres sources d'information anciennes du côté de la Nouvelle-Angleterre? Le célèbre historien Joseph Williamson devait avoir des preuves en mains, lorsqu'il écrivait, en faisant la biographie du Général Samuel Waldo: "In 1719, peace with the eastern tribes was apparently restored and (John) Levrett entered upon measures for resettling the (Muscongus) patent... The progress of the settlement (of Thomaston and Warren) was soon interrupted by an Indian war of three years' duration, during which all the houses and mills that had been erected were destroyed". (29)

28. Edme Rameau de Saint-Père, Une colonie féodale en Amérique, 2 volumes, Paris, 1887, tome I, pages 188 s.

29. Général Samuel Waldo, Collections of the Maine Historical Society, Series I, vol. IX, page 79.

Il est donc dans le domaine du possible que ce soient les colons du Maine, venus s'établir aux environs du nouveau fort de la rivière Saint-Georges (aujourd'hui Thomaston), qui aient construit le premier moulin sur la rivière Wessaweskeag, entre 1719 et 1724, avant les ravages de la dernière guerre abénaquise.

Après cela, il semble que le rétablissement de cette colonie ait été assez lent, si, à l'appui des données fournies par les cartes de Des Barres, comme nous l'avons vu plus haut, nous apportons une citation du journal de voyage du Révérend Paul Coffin, à la date du 15 août 1796: " Mill river has a bridge over it, and some houses and a trader or two near it, as is also the meeting house. The town is seventy years old"...⁽³⁰⁾ Il ressort de cette mention que l'établissement de Thomaston, dont parle Coffin, n'était pas bien imposant et on n'y souffle pas mot d'aucun moulin à cette date.

En 1725, si nous scrutons à nouveau nos sources documentaires, la famille de Thomas Lefebvre était déjà décimée. Lui-même était mort entre le 20 février 1713 et le 13 mars 1715; on ne peut préciser ni le temps ni le lieu, peut-être loin de Québec: un acte notarié du 5 février 1708, nous le donnait comme "absent pour voyage de long cours" et il a pu s'y aventurer

30. Révérend Paul Coffin, Missionary tour in Maine, dans les Collections of the Maine Historical Society, Series I, vol. IV, page 326.

encore par la suite. Sa veuve, Geneviève Pelletier avait été inhumée à Québec le 17 décembre 1717. Des trois fils et héritiers du fief de Kouesanouskek, Thomas était mort le 8 mars 1723 et Gabriel, sûrement avant le 29 décembre 1722. Il ne restait que l'aîné, Pierre Lefebvre, lequel se qualifiait comme son père: interprète en langue abénaquise. Lui-même et son frère Thomas furent les seuls, apparemment, à avoir des enfants mâles susceptibles de transmettre leur nom aux générations futures.

Pierre Lefebvre, l'aîné, fut donc l'auteur des deux démarches juridiques de 1725, mentionnées ci-dessus, la foi et hommage puis l'aveu et dénombrement pour le fief de Kouesanouskek; il agissait en son nom comme seigneur principal, et au nom de ses neveux et nièces, comme co-seigneurs.

Après cette date, il ne se trouve plus de réclamation ni même de mention pour ce fief perdu, dans un pays désormais solidement occupé par l'ennemi et impossible à récupérer, surtout depuis la cession définitive de l'Acadie aux Anglais par le traité d'Utrecht, en 1713.

Quant à Pierre Lefebvre, le survivant de cette épopée, il prolongea sa vie à Québec, comme marchand, mais sans renoncer à son titre officiel d'interprète pour le Roi en langue abénaquise. Il pouvait encore l'exercer à l'occasion, avec les sauvages domiciliés dans le district. Il aura sa sépulture le 23 avril 1749, à l'âge de 85 ans.

Honorius Provost, ptre
archiviste,
Séminaire de Québec.

THOMAS LEFEBVRE ET LE FIEF KOUESANOUSKEK

Thomas Lefebvre was a cooper by trade when, in September, 1669, in Quebec, he married Genevieve Pelletier, the widow of Vincent Verdon. He had by her at least twelve children. Les Jugements et Deliberations du Conseil Souverain tells us that he often faced severe financial difficulties, and that in August of 1692 he was acting as the official interpreter for the Abenaki Indians. After his marriage, he lived for a time at the Indian Mission of Sillery, near Quebec (his first two children having been baptised there, in 1670 and 1672); this could have had something to do with his linguistic competence. He had evidently had some education, for he "signed his name very well".

It was by right of being both interpreter and trader that he left for Acadia in association with one Joseph Moreau of Batiscau, after assuming jointly with him a debt of 2,163 livres in favor of Louis Chambalon, merchant, on October 18, 1698.(1) This was the cost of the trade goods and provisions furnished them on credit. The following December 20th, Thomas Lefebvre, Jr. and one Louis Durant went to join the two original traders. The late date of their departure indicates that they went not by sea, but by land, following the Indian routes and portaging between the Chaudiere and Penobscot Rivers.

The traders returned by the same route with some furs in the fall of 1699, and stopped at the home of a man named Demers, on the south bank of the St. Laurence River. Les Jugements, etc., reports that then Thomas Lefebvre, having returned to Quebec, "because of some false reports made against him, was imprisoned; during which time the said Moreau, by agreement at that time with the said Chambalon, allowed Chambalon to take all of the said furs, which were more than enough to pay him off; and that the said Lefebvre having cleared himself and having been released from prison, tried very hard to persuade the said Chambalon "to settle the account," but without success. (2)

However, Thomas Lefebvre set out again for Acadia, at least by the spring of 1701 if not by the preceding fall, and probably again with his son, Thomas. For his name is absent from the marriage contract of his daughter, Anne, with Pierre Maillou, June 8, 1701 (3), and this absence can be accounted for by the fact that he was traveling; his son, Thomas's, name does not appear, either. There are other proofs, if needed: for example, a letter written by the trader to Louis Chambalon from the Penobscot River, dated June 5, 1701; also, on April 12, 1702, his wife, Genevieve Pelletier, provided by her husband with a power of attorney and acting jointly with the associate, Moreau, settled the debt to Chambalon for 1,019 livres. (4)

This voyage, undertaken by order of the Governor and the Intendent, led Thomas Lefebvre into the service of Jacques-Francois de Brouillon, new governor of Acadia. An interpreter of the Abenaki language was very valuable in this period when, in spite of the official peace, friction with the English in Boston was violent and continuous. American historians call these disturbances the "French-Indian Wars". In September, 1702, some Acadian fishing boats having been captured by a Boston privateer, de Brouillon sent Lefebvre by land to Boston, to demand the return of the prisoners and to try to discover what preparations were being made against Acadia and Canada.

Several months later, we find the news and the results of this mission recorded in a letter from Hector de Callieres and Francois de Beauharnais (Governor and Intendant of New France, respectively) to the Minister of the Colonies in Paris (April 25, 1703) (5); "A man named Lefebvre, who came some time ago from Acadia, tells us he was sent to Boston last September by M. de Brouillon to negotiate the return of some ships and prisoners.....at which he did not succeed, as the governor (Joseph Dudley) scoffed at de Brouillon's proposition that the men and ships be returned on a reciprocal basis. The same Lefebvre is said to have been confined while in Boston to

prevent his gaining any information, but that, nevertheless, he had managed to learn, through a friend, that an attack on Quebec is planned for this summer with the forces of Old England.

Lefebvre must have returned to Quebec early in the spring of 1703, since his name is present on the marriage contract between his daughter, Claire-Francoise, and Antoine Lecompte, on March 17 (6); he styled himself somewhat pompously, "Lord of Kousanouskek, interpreter to the King of the Abenaki language". The name of Thomas Lefebvre, Jr., is also present on the contract.

But what about this new "Kousanouskek" affair? Thomas Lefebvre, in consideration of his services-and his misfortunes-, must have been promised a seignory in mainland Acadia, through the governor and the intendant. Actually, it was not until May 7, 1703 that he was sent the written grant to "a place called Kousanouskek (much later, called Wessawes-keag by the English), comprising two lieues (about five miles) of frontage along the sea and three lieues (7 1/2 miles) of depth into the lands of the said place, to begin on the north side at the point called Meniekek and continuing upstream on the southwest side of the St. Georges River, with the islands, islets and sandbars adjacent, "by right of fief and seignery, (also later called Great Fields or Pentagonet), with the right

to hunt, fish and trade with the Indians". (7)

To help today's reader to orient himself to this long-ago French seignory, let us say that it was situated on the coast of the State of Maine at the extreme southwest of Penobscot Bay. The extreme point, a peninsula which must then have been called Meniekek, is now called Owl's Head, and is opposite Rockland. A nearby village is called Thomaston. It is pure coincidence, but the name could not have been better chosen, for it applies to the first lord of that locality, Thomas Lefebvre. And the Wessaweskeag River, which served as the axis of this ancient seignory, itself was called "Le Faver's river" on a map by Cyprian Southack. (8)

The Baron Vincent de Castin, established at Pentagonet since the fall of 1701, intended, while on a trip to France, to demand a grant on the "River of the Beech-tree Point," planning to establish a cod-fishery there, and to bring in some Indians to live there. (9) Thomas Lefebvre, in obtaining a grant in the same area, must have had much the same purpose.

Kousanouskek was in a forward and vulnerable position. After the treaty of Riswick in 1697, the negotiators had met, theoretically to fix the boundaries between mainland Acadia and New England "at the St. George River, situated nearly equidistant from Kennebec and Pentagonet." This was confirmed in 1700 by M. de Villieu on behalf of the Most Christian King, and by M. Soudric, on behalf of His Brittannic Majesty. (10)

In according a grant of land there to Thomas Lefebvre, the colonial authorities doubtless intended that it would serve as a rendez-vous for the Abenaki Indians and a last-ditch barrier against the ever-menacing advances of a neighboring enemy, New England. The presence of the Baron de Castin a little to the north was already considered a safeguard to the Franco-Abenaki alliance and to the French allegiance of this territory.

However, the summer of 1703 slipped away without the realization of the projected English invasion discovered by Thomas Lefebvre in Boston. The French still maintained the offensive, harassing the English at sea, as on land. Noting that the aggressiveness of the Abenakis was abating a little, the new governor, de Vaudreuil, sent from Quebec an additional detachment of resident Indians and a few Canadians, under the orders of Alexander Leneuf de Beaubassin. The Indians enjoyed small wars of pillage and massacre, and they excelled at them. The Canadian chiefs were under orders to discipline them--moderately!

Thomas Lefebvre had returned to Acadia; did he join this expedition, which included some Malecites (Indians from the Penobscot region)? It is possible, but uncertain. The governors of Port Royal and Quebec reported, each according to his own view, the results of these depredations, which spread from Casco to Wells, a prelude to the still bloodier attack of February 29, 1704, at Deerfield on the Connecticut River. "In several days of blood

and fire, they overran the English land--ravaged more than 15 lieues (2 1/2 miles to a lieue) of country and killed or captured more than 300 persons." (11)

Such savagery brought to its highest pitch the fury of the English and stimulated them to immediate reprisals. Unable to find those actually responsible, they avenged themselves upon the Acadian colonists. It was reported that the sixty-five year old Colonel Benjamin Church, carried away by indignation, went 70 miles on horseback to offer his services to Gov. Joseph Dudley. Indeed, the latter entrusted him with the command of a naval expedition on the 4th of May, 1704, with orders to lay waste the whole coast as far as Port Royal, and to bring back as many prisoners as he could. The fleet included three frigates, 14 small transports and 36 whaleboats for raids on the coast. The Commandant was to furnish weekly reports of his operations to the governor, and for this reason the historians of New England have been able to supply us with details of the fate that befell Thomas Lefebvre on this occasion.

On May 15, the troop transports anchored in a sheltered place at the island of Matinicus, about twenty miles out in Penobscot Bay; the next morning, two launches were detached for a preliminary raid on the coast. En route, about mid-way, was Green Island, around which the boats circled so that nothing could escape them. It was then that they say "old Lefebvre" with his two sons, Thomas and Timothy, and a Canadian Indian. They were near the shore of the island, hunting for ducks and collecting duck eggs. They had already gathered an ample number when, seeing themselves discovered,

they dropped everything and made for dry land in their two canoes, followed by the English boats which gained on them rapidly. To speed their flight, all four got into the same canoe, but this was lost labor; for now, having come within gunshot, one of the British Captains drew aim on the Indian at the rear of the canoe, and grazed his head, thus putting an end to his effectiveness as an oarsman. At this, the three Lefebvres surrendered without delay.

The two captains of the long-boats took their captives to Colonel Church on Matinicus, and they were interrogated separately, one after the other. Lefebvre pere, intractable and trying to escape, would reveal nothing. Then the colonel, to intimidate the sons, ordered the Indians to stage a torture scene in their own manner. Each of the sons was tied separately to a sturdy post and threatened with being burned alive. Timothy, the first to be questioned, was told that his father had already talked, so he revealed all that he claimed to know. But his brother Thomas evidently knew more, and confessed that he had received a commission from Gov. Vaudreuil to direct, with other Canadians, a party of Indians in an incursion against the British toward the west. He was in charge of food and munitions for this expedition. He consented to lead the invaders to the place where the supplies were hidden, and also to guide them to French or Indian homes from the Penobscot River to the Passamaquoddy. There was, as a result, systematic pillage, with many victims and many others taken prisoner.

After having tried vainly to subjugate Port Royal, the capital of Acadia, Colonel Church finished his work by plundering the farms of the region as far as the Bay of Fundy, and returned to Boston with his prisoners toward the end of July. His principal goal was attained: reprisals against New France through pillage, massacre and the capture of numerous hostages.

The three Lefebvres were of this number, in spite of the willingness with which the two sons, traitors to their country, had served the plunderers by handing over the war supplies and guiding them in their operations. One wonders if it would trouble them to know that in a book by Emma Lewis Coleman (13) we read: "He was La Fever, and one of a similar name was a spy." There is every reason to believe the quotation refers to our men.

Church's expedition had hardly returned to Boston when Gov. Dudley opened negotiations with Gov. Vaudreuil, in Quebec, for the exchange of prisoners. In a letter of August 21, 1704--and it was the second on the subject--he boasted of his position of advantage and of his conduct toward his prisoners (14): "I have twice as many (prisoners) in my possession as you have; I give them fresh meat daily, and very good housing, and I have a right to expect the same treatment for those of His Majesty's subjects whom you hold. Last year, I made an exchange with Lord Brouillon (governor of Port-Royal); I would be satisfied to make the same exchange with you." In another letter of December 20th, he said, "I have on hand about 150 prisoners, besides those I have sent to Europe

at their own request." (15)

The first exchange of prisoners was not effected until the spring of 1706, but everything leads one to believe that the Lefebvres were not among those released at this time. The first proof lies in an affirmation by Thomas Lefebvre pere himself when, several years later he claimed in his own defense to have been "taken prisoner by the English, who kept him for two and a half years". (16) As his capture dated from May, 1704, his release would not have taken place until the fall of 1706. A letter from Vaudreuil to Dudley, June 2, 1704, leads us to the same conclusion: "I have heard that you treat with the same severity the man named La Fenoe, and one might say, even worse, since his sons have not yet been permitted to see him. If I am not convinced, sir, that upon the arrival of the ship you will set free Mssrs. Baptiste and La Fenoe, I shall have to put two of your men in prison." (17) (In Boston as in Quebec, prisoners of war were not at that time generally locked up.) And Vaudreuil continues, "As the Marie, which I am sending you, will come directly here from Boston, I beg you to send the prisoners you have from Canada who are from this country, namely M. Gourdeau and his family, those called Dion and Pierrottiére, and Le Fenoe with his children." The same governor, in a letter to the Minister of the Colonies, November 3, 1706, writes that the exchange of prisoners is completed, "Mr. Dudley having sent all the French he had to Port-Royal, except M. Guion (Dion?), who entered the service of the

English and does not wish to return to this country." (18) The vessel Marie returned to Quebec accompanied by an English brigantine, on which Vaudreuil and the intendant were to return the rest of the English prisoners who wished to be repatriated.

How are we to identify with certainty the strange name, "La Fenoe"? -- strange enough that the editor felt the need of adding to it the conventional "sic"? When we refer to a collection of documents copied in Boston and to copies made in Paris by an American, we must allow for a certain margin of error in both the reading and the transcription of family names, especially any with a slightly unusual spelling. Of either La Fenoe or Le Fenoe there is not a trace in Quebec--not in our registers, our census records, our indexes or our genealogical dictionaries. The matter does, however, have to do with a "Quebecois"--with one of the rare Quebecois enemy prisoners, detained in Boston with his children and released in the latter part of the fall of 1706. Doesn't all of this agree well enough so that we can presume it refers to none other than Thomas Lefebvre, our Abenaki interpreter? Besides, we arrive at a fair degree of certainty by reading another letter from Vaudreuil to the Minister, of November 4, 1706--a letter which appears to us more faithful in its transcription, where the author, referring to Gov. Dudley, writes: "He sent me all he had of French prisoners from Acadia as well as from here (Quebec), and also the men called Baptiste and Le Feobvre" (sic)...(19)

In Quebec, the return of Thomas Lefebvre was awaited impatiently not only, no doubt by his family, but also by his creditor, Louis Chambalon. In spite of Thomas' imprisonment, his wife had been subjected to legal harrassment by Chambalon before the Sovereign Council of Quebec on February 22 and March 29, 1706. (20) The proceedings were begun again with renewed vigor in 1711, after the death of the partner, Joseph Moreau (who died ruined and insolvent), and ended in a judgment against Lefebvre and his wife on February 20, 1713. (21) Even the dowry of the latter was seized to satisfy the judgment, but this was probably all the old couple had to lose, being by this time dependant on their children.

Thomas Lefebvre and his son of the same name had without doubt been back in Quebec for some time when the son married there, on March 7, 1707. (22) In the 1717 census records of the city, the son's occupation is given as "cooper"--the same as his father. As for his brother, Timothy, whom we also met in Acadia, he does not appear in the census, nor in the marriage or burial records of Quebec; but he might have settled in the country--unless he had preferred not to return and remained in Boston or Acadia, having talked too much at the time of his capture by the English. The old Boston archives might help to give a more precise answer. The compilation published by Emma Lewis Coleman in 1926 relates that at the time of the conferences between the governors of Boston and Quebec, certain French prisoners did not care to return. There was one who preferred only to visit his people in Quebec--his name was "La Fever". (23)

Back in Quebec, Thomas Lefebvre believed, or pretended to believe, that his claim to the land-grant in Kousanouskek had been lost when "all the buildings he had on said land had been burned and all of his household goods stolen" at the time of the English incursion. He demanded and obtained, on May 4, 1707, for himself and his three sons, Pierre, Thomas and Gabriel, a new grant for "the same two leagues wide by three leagues deep, to begin at the point of Meniquet, running southwest to the St. George River." This time, the grant received a royal confirmation on May 20, 1708. (24) One notes again the absence of Timothy in this family arrangement; it is significant. Furthermore, the portion of the seignory destined expressly for Pierre, by right of primogeniture, was the first (northeasterly) third, at the point of Meniquet--from which one could conclude that this was the best part for cultivation and had also been the site of his father's original establishment, burned by the English.

Of what had this establishment consisted? It is time for us to find out. Lacking an inventory or other descriptive document, we are reduced to our knowledge of tradition, and to guessing, pure and simple. Local tradition has made the chief contribution. And it was an intriguing correspondence with Mrs. Samuel J. Pease of the Mussel Ridge Historical Society, of which the headquarters are at Owl's Head, that inspired our research and the writing of this account of Thomas Lefebvre.

It seems there was talk of flooding a natural basin which forms the estuary of the Wessaweskeag River in order to reconstruct a very old waterfall activated by the tides. Archeologists were justifiably upset, lest the old mill-site be destroyed forever. Mrs. Pease, having consulted Mr. Charles Bradford, Superintendent of Historical Sites of Maine, puts great trust in the opinion of Mr. Wendell Hadlock, curator of the William A. Farnsworth Museum and archeologist of Castine, and this opinion agrees with the testimony of an old-time citizen of South Thomaston, Asa Combs, who wrote these lines in 1876 at the age of 80: "I remember more than 70 years ago when it had a double saw-mill and capacious flood-gates opening through the dam, which were operated by the flood tide pouring into a large mill-pond. The water at that time flowed almost up to the old Marsh Road, which was built in 1802. The old mills I have just described were the second on the old dam site above the bridge and were burned in the fall of 1804. The first set, which I never beheld, were begun anterior to 1700--perhaps 4 or 5 years earlier than even that date, and went into operation soon after."

If one adds that Asa Combs, born in 1796, belonged to a family established there from about 1735, it is impressive testimony--though unique, and not absolute proof that it was the first existence of a mill in the place with which we are concerned.

A marine chart of 1780, in The Atlantic Neptune by J. F. Des Barres, shows clearly what seems to be a mill-wheel and some other structures at a narrows on the Wessaweskeag River. But, in order

to go still further into the past, we have put those interested on the track of two other maps, reportedly of 1700 and 1748; one might end up finding explicit proofs.

As it was a long time between the destruction of the French settlements in 1704 and the establishment of those of the first colonists of New England, it is a question of deciding whether the first mill existed in the French period or the English period. If we think in the terms of Asa Combs, quoted previously, the first mill--"the first set"--which burned in the fall of 1804, could only have been built by English colonists, and for a community already populous enough to produce and consume a considerable harvest of grain. Or else, if it was a saw-mill, it would likewise have had to fulfill a great demand for wood for construction. In general, one would not construct a mill unless there were large quantities of grain to mill or a large number of buildings to erect.

Now, farming on the coast, from Owl's Head to the St. George's River seems to have been rather insignificant in 1780; according to the maps of Des Barres, it could not have been very extensive before the middle of the century, not even much before 1760. For the possession of this territory was still being studied and debated by a Franco-British Commission when the Seven Years' War broke out. The fort at St. George itself was built in 1719, but the built-up area around Thomaston to which it gave rise did not become permanent until 1763 (apparently with the arrival of a man named Mason Wheaton.)

On the 29th of October, 1724, Gov. Phillippe Rigoud de Vaudreuil wrote to William Dummer, Lt. Gov. of Massachusetts: "Don't you know that the St. George's River was in 1700, by order of the Two Crowns, marked as the bounds of the English and French lands?....the injustice you have committed against the French by building as you have done, without leave, a Fort on the land of one Lefevre ... Don't you know that said Lefevre had a habitation at (Wessaweskeag), that your sloops and ours did pay a duty to him as the proprietor of that land every time they came to anchor there?" (25) This quotation, incidentally, leads us to suppose that Lefebvre's house must have been on the seashore, at a good place for ships to anchor for fishing and trading--like the bay of Owl's Head, now called the Port of Rockland.

In 1724, a bloody new conflict developed in New England, which was called Dummer's War and of which the stakes were the lands of the Abenakis, more and more encroached upon and coveted by the colonists. Even though backed by the French, the Indians finally had to come to terms; in 1727 they signed a peace treaty, which became famous, that marked the end of their hegemony.

During this last war, and in spite of that faint hope it held of saving their contested domain of Kousanouskek, the Lefebvre family again started a double legal action which was at the same time an affirmation of rights and a formality of the seignorial regime. The first was a document acknowledging faith and homage to the Intendent Michel Begon, in Quebec, May 15, 1725, and the second was the avowal (of loyalty?) and the census as of May 20, for the fief of Kousanouskek. (26)

In the second document, we might have hoped to find a description of the property and old buildings or their restorations. But we find only this: "On which fief there are no longer any buildings, other than those built by the English since their war with the Abenakis, by reason of the fact that the said fief forms the boundary of separation between the English lands and those of the Abenakis."

Notwithstanding local traditions (which may be unreliable), and lacking other convincing proof, we prefer to formulate a conservative theory; will it one day be learned that, after the 17th century, having made peace with the Abenakis and the French, the enterprising colonists of the Plymouth Company had developed this region to the point of building a mill on the Wessaweskeag River? We would applaud such a discovery. Moreover, to prepare the way for the discoverer, we offer testimony of an unimpeachable eloquence—that of the Intendant Jean Talon in a letter to the Minister, dated November 11, 1671. On the return of Lord de Saint-Lusson, sent by him on reconnaissance to Pentagonet, Talon wrote (27): "I doubt whether he will be able to go to France, though I would have been most happy to have him go in order that he might have the honor of telling you, himself, about what he saw at the St. Georges and Kennebec Rivers--both areas covered with fine, well-built English houses, set in beautiful plains."

As for Thomas Lefebvre, his stay in the region, from 1698 to 1704, was too brief, too variable and too precarious to have allowed him even to dream of building a mill. If we consider that in 1701,

according to a census, the oldest and best-fortified post, at Pentagonet (now Castine), counted no more than 25 persons, it would be incredible if a neighboring, smaller post could afford the luxury of a mill.

We need not be dazzled by the title, "seignory"; many of the seignories of New France had begun and ended their histories as seignories of the jungle and of savagery. Their not exactly civilizing influence and their primitive establishment have been described for us by a very competent historian of old Acadia, Edme Rameau de Saint-Pere: "Other residents took up sites at the posts, where they set up small warehouses of European goods and essential provisions, and there, for a great part of the winter, engaged in free trade with all who brought in furs. These posts were generally established in the seignories all along the coast of Acadia; these had for the most part no other object but to build a monopoly in the fur trade and the coastal fisheries. Some were themselves land-holders; others were exploited by the residents of Port-Royal, who were commissioned by the land-holders.

"These trading-posts varied greatly in importance; some were well fortified, and were in fact a sort of armory in the woods, armed and palisaded; such were the seignories of Pentagonet, Jemsek, Chedebouctou, La Heve--actually forts.

"Many of the others were nothing but temporary sheds where the principal commerce, despite regulations, was in whiskey that was sold to the Indians. These shacks, out of sight in the middle of the woods and usually unsupervised, were several times described by

the governors as 'barbarous taverns', disastrous to the Indians and even to the colonists, although several among the latter managed to realize handsome profits therefrom." (28)

Are there other sources of historical information on the Kousanouskek region of the New England coast? The celebrated historian, Joseph Williamson, must have had proof at hand when he wrote in his biography of General Samuel Waldo: "In 1719, peace with the eastern tribes was apparently restored and John Leverett entered upon measures for resettling the (Muscongus) patent... the progress of the settlement (of Thomaston and Warren) was soon interrupted by an Indian war of three years' duration, during which all the houses and mills that had been erected were destroyed." (29)

It is, then, in the realm of possibility that it was the colonists of Maine, come to settle around the new fort at the St. George River (today Thomaston), who had built the first mill on the Wessaweskeag River between 1719 and 1724, before the ravages of the last Abenaki war.

After that, it seems that the re-establishment of this colony went very slowly. In support of the information furnished by the Des Barres maps cited above, we quote from the diary of the Rev. Paul Coffin on August 15, 1796: "Mill river has a bridge over it and some houses and a trader or two near it, as it also the meeting house. The town is seventy years old" ... (30) It is shown by this statement that the town of Thomaston, of which Coffin speaks, was not very impressive, and there is not so much as a whisper about any mill at that date.

In 1725, if we re-examine our documentary sources, the family of Thomas Lefebvre was already decimated. He himself died between February 20, 1713 and March 13, 1715; one cannot be precise about the time or place; perhaps it was far from Quebec. Notary records of February 5, 1708 tell us that he was then "away on a voyage of long duration", and he must have gone again later on.

His widow, Genevieve Pelletier, was buried in Quebec on December 17, 1717. As for the three sons and heirs to the Kousanouskek fief, Thomas died on March 8, 1723 and Gabriel surely before December 29, 1722. There remained only the eldest, Pierre, who identified himself as did his father: interpreter of the Abenaki language. He and his brother Thomas were apparently the only sons to have had male children to carry on their name in future generations.

Pierre Lefebvre, the eldest, was therefore the author of the two legal documents of 1725, mentioned above: the "faith and loyalty" and the "avowal and census" for the fief; they were executed in his name as principal seigneur and in the names of his nephews and neices as co-seigneurs.

After this date, we find nothing at all about a claim not even a mention of this lost fief in a country henceforth solidly occupied by the enemy and impossible to regain--especially since the definitive surrender of Acadia to the English by the Treaty of Utrecht in 1713.

As to Pierre Lefebvre, the sole survivor of this epic, he lived out his life in Quebec as a merchant, but without giving up his official position as the king's interpreter of the Abenaki Language. He was still able to exercise it on occasion with the Indians who lived in the district. He was buried on April 23, 1749, at the age of 80.

NOTES

1. Greffe de notaire Charles Rageot, Archives Judiciaires de Quebec.
2. Les Jugements et Deliberations du Conseil Souverain, vol. 6, p. 560
3. Greffe de notaire Guillaume Roger, Archives Judiciaire de Quebec.
4. Jugements et Deliverations.... vol. 6, pp. 560 ff.
5. Collection de Muscrits...relatifs a la Nouvelle-France, vol. II, Quebec, 1884, pp. 602 ff.
6. Greffe de Notaire Francois Genaple, Arch. Jud. de Quebec.
7. Inventaire des Concessions en fief et seigneurie...Beauceville, 1928, vol. 4, p. 178
8. Atlantic Coast, London, about 1738.
9. Coll. de Man. Rel. a la Nouvelle-France, vol. II, Quebec, 1884, p. 386.
10. Charlevoix, Histoire de la Nouvelle-France, tome III, p. 349.
11. Collection de Mss., pp. 405-406.
12. Thomas Church, The history of Philip's War... also of the French and Indian Wars, Exeter, N.H., 1843, pp. 256 & fol.
13. Emma Lewis Coleman, New England Captives Carried to Canada... two volumes, Portland, Maine, 1926, vol. 1, p. 93
14. Collection....p. 425.
15. Ibid., p. 427.
16. Jugements, etc., vol. 6, p. 560.
17. Collection..... p. 453 to 455.
18. Ibid., p. 462.
19. Rapport de l'archiviste de la Province de Quebec pour 1938-39, p. 16.
20. Jugements et Deliberations, vol. 5, pp. 248 and 292.
21. Ibid., vol. 6, pp. 560-67.
22. Contrat du greffe de Francois Genaple, Archives Judiciaire.....
23. New England Captives Carried to Canada...., 2 vols., Portland, 1926
24. Archives de la Province de Quebec, Cahier d'intendance No. 2, concessions en fiefs, fol. 660-662.
25. Lettre dont nous n'avons qu'une traduction, reproduite en Appendice dans James Phinney Baxter, New France in New England Albany, 1894, pp. 341-346
26. Archives de la Province de Quebec, Fois et Hommage, regime Francais, cahier no. 2, p. 132; Aveux et denombrements, regime Francais, cahier no. 1, fol. 238.
27. Rapport de l'archiviste de la Province de Quebec pour 1930-31, correspondance de Talon, p. 165.
28. Edme Rameau de Saint-Pere, Une colonie feodale en Amerique, 2 vols., Paris 1887, tome I, pp. 188 & Fol.
29. General Samuel Waldo, Collections of the Maine Historical Society, Series I, vol. IX, p. 79.
30. Reverend Paul Coffin, Missionary tour in Maine, in the Collections of the Maine Historical Society, Series I, Vol. IV, p. 326

Editor's Note: See also Fannie Hardy Eckstorm, Indian Place Names of the Penobscot Valley and the Maine Coast, pp. 80-81 (University of Maine Studies, Second Series, No. 55, November 1941).